



**HAL**  
open science

## Le mouvement des “ non alignés ”

Chloé Maurel

► **To cite this version:**

Chloé Maurel. Le mouvement des “ non alignés ”. Histoire des relations internationales depuis 1945, Ellipses, 2010, 978-2-7298-6040-0. <hal-03699577>

**HAL Id: hal-03699577**

**<https://hal.science/hal-03699577v1>**

Submitted on 20 Jun 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## **Le mouvement des « non alignés »**

(Chapitre 9 de : Chloé Maurel, *Histoire des relations internationales*, Paris, Ellipses, 2010, p. 145-156)

Le mouvement des « non-alignés » désigne un groupe de pays ayant refusé, en plein cœur de la guerre froide, de se ranger derrière l'une ou l'autre des deux superpuissances, les Etats-Unis ou l'URSS. Ce mouvement a connu son heure de gloire du milieu des années 1950 aux années 1960. Se développant en lien avec le vaste mouvement des décolonisations, il s'est également agencé avec divers autres mouvements comme le panafricanisme, l'afro-asiatisme, le panarabisme, le titisme, se renforçant de la convergence de tous ces courants pour acquérir une envergure mondiale. Cependant, alors que dans les premières années, ces divers courants s'agrègent progressivement entre eux, et que le mouvement culmine avec la conférence de Belgrade en 1961, au contraire à partir du milieu des années 1960 les divergences et les divisions s'affirment de plus en plus nettement, et le mouvement s'affaiblit. Puis, avec la fin de la guerre froide, le concept de « non-alignement » change de sens, sans toutefois disparaître totalement. Comment le mouvement des « non-alignés » a-t-il émergé ? Qui sont les « non-alignés » des années 1950-60 ? Sur quoi repose leur unité et sur quoi se fonde leur force ? Pourquoi ce mouvement n'a-t-il pas réussi à s'inscrire dans la durée ?

Il s'agit ici de retracer la naissance et le développement du mouvement, d'analyser le rôle des fortes personnalités politiques qui ont permis son heure de gloire, et d'expliquer les divergences croissantes du « non-alignement » ainsi que les remises en cause et les adaptations qu'il a connues depuis la fin de la guerre froide.

C'est par une série de conférences successives, rassemblant des pays d'une aire géographique de plus en plus large, que les Etats qui vont former le groupe des « non-alignés » se constituent peu à peu en un réel mouvement.

En octobre-novembre 1947, quelques mois après l'indépendance de l'Inde, la « Conférence des relations asiatiques de New Delhi » réunit 25 pays d'Asie. Les intervenants y condamnent la colonisation, mais aussi la domination de l'économie mondiale par les

puissances occidentales. Ils affirment aussi leur soutien aux mouvements de lutte pour l'indépendance, et ébauchent des voies pour un renouveau économique des pays exploités. Les « 25 », comme on les surnomme rapidement, commencent par ces échanges à se forger une position commune, soudée par leur opposition aux anciennes puissances coloniales. C'est le début de l'« asiatisme ».

Deux ans plus tard, en 1949, une nouvelle conférence se réunit à New Delhi, pour contribuer à régler le problème de l'indépendance de l'Indonésie. Les Etats d'Asie affirment leur solidarité avec les Indonésiens en lutte pour leur indépendance, et leur réprobation à l'égard de la violente répression menée par les Hollandais dans ce qui était une de leurs colonies. Pour la première fois, deux Etats africains, l'Egypte et l'Ethiopie, rejoignent les « 25 ». C'est la naissance de l'« afro-asiatisme ».

En avril-mai 1954, les dirigeants de l'Inde, du Pakistan, de la Birmanie, de l'Indonésie et du Sri-Lanka se réunissent à Colombo, sur l'île de Ceylan (aujourd'hui Sri-Lanka), indépendante depuis 1948, à l'invitation du Premier ministre sri-lankais John Kotelawala. Il s'agit pour ces Etats asiatiques d'œuvrer à mettre fin à la guerre d'indépendance en Indochine. La conférence de Colombo constitue une étape importante dans la création du mouvement des non-alignés. Ces pays y discutent non seulement du futur statut, indépendant, de l'Indochine, mais aussi de la question nucléaire, de l'enjeu de l'entrée de la République populaire de Chine à l'ONU (à la place de Taïwan), et des tensions internationales liées à la guerre froide. Ils s'efforcent également, à l'initiative du Président indonésien Soekarno, de constituer une première ébauche de front asiatique neutraliste. C'est dans un discours lors de cette conférence que le Premier ministre indien Nehru ébauche le concept de « non-alignement », en lien avec les « cinq piliers » (*Pancha Shila*), ensemble de principes qu'il préconise pour les relations sino-indiennes : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression, non-ingérence d'un Etat dans les affaires intérieures de l'autre, égalité des avantages mutuels, coexistence pacifique. Au cours de cette conférence, l'Inde et la Chine signent un traité de voisinage fondé sur ces principes.

Vers la fin de cette conférence, le Premier ministre indonésien, Ali Sastroamidjojo, propose aux autres participants l'organisation d'une autre conférence de ce type, mais « dans un but plus large, et n'impliquant pas seulement des pays asiatiques mais aussi d'autres pays africains ». Les réactions initiales à cette proposition sont sceptiques, mais l'Indonésie réussit à convaincre les Etats de se réunir à nouveau pour en discuter, d'autant plus que ceux-ci sont inquiets des efforts des Etats-Unis pour se tailler une zone d'influence en Asie. En effet, les Etats-Unis viennent de mettre sur pied en octobre 1954 le « traité de Manille », créant

l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), sur le modèle de l'OTAN. L'OTASE vise à contrer le « danger » d'une extension du communisme en Asie. La guerre froide est donc désormais clairement installée sur le continent asiatique à peine décolonisé. Soucieux d'indépendance, les Etats qui se sont réunis à Colombo se gardent d'adhérer à ce traité. La menace qu'ils perçoivent dans la création de l'OTASE les amène à se réunir à nouveau en Indonésie, à Bogor (île de Java), fin décembre 1954. Là, ils planifient l'organisation d'une grande conférence à venir, réunissant des pays africains et asiatiques, destinée à mettre en place une zone de paix fondée sur les principes de la coexistence pacifique. Cette « conférence afro-asiatique » est prévue pour avril 1955, et l'Indonésie est élue pays-hôte. Le Président Soekarno choisit la ville de Bandoeng, dans l'ouest de l'île de Java, non loin de Bogor.

En 1954-1955, outre l'Indien Nehru et l'Indonésien Soekarno, deux autres personnalités contribuent à l'émergence du mouvement des non-alignés : l'Egyptien Nasser et le Yougoslave Tito. Gamal Abdel Nasser, jeune lieutenant-colonel révolutionnaire, a accédé au pouvoir en Egypte en 1954 en éliminant le général Neguib en février 1954. Il aspire à devenir « le Nehru du Moyen Orient ». Quant à Tito, héros de la libération de la Yougoslavie à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dirigeant de la Yougoslavie, il a rompu avec l'URSS en 1948. Après l'échec d'un ambitieux projet de « Confédération balkanique » qui, outre la Yougoslavie, aurait regroupé la Grèce, la Bulgarie, l'Albanie, la Roumanie, la Hongrie, et même la Tchécoslovaquie et la Pologne, et aurait battu en brèche la mainmise de l'URSS sur l'Europe centrale et orientale, il devenait de plus en plus difficile pour Tito d'assumer seul le statut de relative neutralité de la Yougoslavie dans une Europe coupée en deux par la guerre froide. Se rapprocher des pays non-alignés permet donc à la Yougoslavie de sortir de son isolement, en trouvant des interlocuteurs et alliés afin de mieux résister à la pression des deux blocs, et particulièrement du bloc soviétique, et d'acquérir un prestige et une visibilité accrues sur le plan international. Président de la Yougoslavie depuis 1953, Tito lance cette année-là l'idée d'un vaste mouvement mondial progressiste et neutre, destiné à prévenir les conflits entre les blocs, et effectue un long voyage en Asie et notamment en Inde à la fin de l'année 1954 et en 1955 afin de préparer la mise en place d'un tel mouvement.

La Conférence de Bandoeng, tenue en avril 1955 à l'invitation de l'Inde, de Ceylan, du Pakistan, de la Birmanie et de l'Indonésie, réunit 29 pays d'Afrique et d'Asie, à savoir 15 pays d'Asie (Afghanistan, Birmanie, Cambodge, Ceylan, la République populaire de Chine, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Népal, Pakistan, Philippines, la Thaïlande, le Vietnam), 9 pays du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Égypte, Iran, Irak, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie et

Yémen), et 5 pays africains (Côte-de-l'Or c'est-à-dire l'actuel Ghana, Éthiopie, Libéria, Soudan et Libye. Elle frappe par le grand nombre d'États représentés, et par l'absence des deux superpuissances mondiales, les États-Unis et l'URSS. Le seul pays industrialisé participant à cette conférence est le Japon.

A la cérémonie d'ouverture, le président Soekarno prononce un discours intitulé : « *Let a New Asia and a New Africa be Born* » : « Faisons naître une nouvelle Asie et une nouvelle Afrique ». Il y affirme que tous les peuples représentés à cette conférence, malgré leurs différences historiques, sociales, culturelles, religieuses, politiques, peuvent s'unir, et que cette union peut être cimentée par leur douloureuse expérience commune de la colonisation, et par leur souhait commun de relations internationales pacifiées et plus équitables.

Outre son rôle majeur dans l'affirmation du Tiers Monde, la conférence de Bandoeng constitue également une étape importante dans la constitution du mouvement des non-alignés. Elle affirme la volonté des pays afro-asiatiques de rester à l'écart de la rivalité des deux blocs et de préserver leur indépendance dans les relations internationales, et elle proclame le principe du neutralisme afro-asiatique. Son communiqué final, inspiré par Nehru, met l'accent sur la coopération économique et culturelle, les droits de l'homme et le droit à l'autodétermination, les problèmes des colonies, et énonce une « déclaration pour promouvoir la paix mondiale et la coopération internationale » ainsi que les « 10 principes de Bandoeng », qui proclament notamment le « respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de toutes les Nations », la « non-intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays », le « respect du droit de chaque Nation de se défendre individuellement ou collectivement conformément à la Charte des Nations Unies », le « refus de recourir à des arrangements de défense collective destinés à servir les intérêts particuliers des grandes Puissances quelles qu'elles soient », le « refus par une Puissance quelle qu'elle soit d'exercer une pression sur d'autres ».

Dans son discours de clôture, le 24 avril 1955, Nehru affirme la volonté de ces États de ne pas tomber dans l'orbite d'une des deux superpuissances, et insiste sur la solidarité afro-asiatique et la non-violence : « Bandoeng a été au cours de cette semaine le point de mire, la capitale, devrais-je dire, de l'Asie et de l'Afrique [...]. Nous nous sommes rencontrés, vus, liés d'amitié et que nous avons discuté ensemble pour trouver une solution à nos problèmes communs [...]. Nous nous sommes résolus à n'être d'aucune façon dominés par aucun pays, par aucun continent [...]. Nous voulons être amis avec l'Ouest, avec l'Est, avec tout le monde ».

Malgré tout, la conférence de Bandoeng peine à déterminer une ligne commune face aux deux grandes puissances. Des divisions entre pays se font jour : à côté des pays se proclamant clairement non-alignés, principalement l'Inde et l'Égypte, d'autres sont pro-occidentaux, (Irak, Iran, Japon, Pakistan, Philippines et Turquie), et d'autres pro-soviétiques (la Chine communiste et République Populaire du Viêt Nam).

En juillet 1956, Tito, Nehru et Nasser définissent les principes du non-alignement à la conférence de Brioni en Yougoslavie. Les trois « pères du non-alignement », liés par une relation d'estime et même d'amitié, se réunissent de manière cordiale dans la résidence d'été de Tito sur l'île de Briono Veli en Croatie. A l'issue de deux jours d'entretiens, ils formulent la « Déclaration de Brioni » (19 juillet 1956), qui marque une étape importante : elle vise à protéger le jeune mouvement de l'influence des États-Unis et de l'URSS, et prône la neutralité et la coexistence pacifique, identifiant le mouvement des non-alignés aux valeurs pacifiques. Elle dénonce la division du monde en deux blocs, prône la lutte pour le désarmement dans le cadre des Nations Unies et préconise l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Lors de ces entretiens, les trois grands leaders développent le concept de « neutralisme positif », qui se différencie du « neutralisme négatif » tel que le pratiquent des pays comme la Suisse ou la Norvège. Le terme de « non-alignés » est choisi après bien des hésitations entre différentes expressions comme « neutres », « neutralistes », « non-engagés », « non-bloc ». La Yougoslavie est alors le seul pays européen membre du mouvement.

Quelques jours après la fin de la conférence de Brioni, le 26 juillet 1956, Nasser tient un discours important dans lequel il annonce la nationalisation du canal de Suez. Il y évoque sa participation à la conférence de Brioni et se félicite des décisions qui y ont été prises et de la convergence de vues entre les trois chefs de gouvernement réunis.

Le mouvement des non-alignés va être ensuite renforcé par une composante africaine. En septembre 1956 a lieu à Paris le « Congrès international des écrivains et artistes noirs », où est discutée l'idée de « négritude » développée par l'écrivain Léopold Sédar Senghor et par les intellectuels du groupe « Présence africaine » dirigé par Alioune Diop. Ce congrès stimule la diffusion de cette notion. Parallèlement, le non-alignement s'agence avec le « panafricanisme ». Ce mouvement politique et culturel qui considère les Africains ou descendants d'Africains comme un même ensemble cohérent et qui encourage un sentiment de solidarité entre ces populations, s'était développé à partir du début du XXe siècle hors d'Afrique, notamment en Angleterre et aux États-Unis (sous l'impulsion notamment de Marcus Garvey et de William E.B. DuBois). Après 1945, il connaît un regain de développement, sous l'impulsion de George Padmore et du leader ghanéen N'Krumah.

L'idéologie panafricaine, se diffusant chez les étudiants africains, aussi bien à Paris et à Londres que dans les grandes universités américaines, sert de levain pour les luttes de libération nationale en Afrique, et notamment en Côte de l'Or (*Gold Coast*), colonie britannique qui obtient son indépendance en mars 1957 et adopte symboliquement le nom de Ghana, mot signifiant « roi guerrier », qui renvoie au vaste et prestigieux « empire du Ghana » qui avait prospéré sur ce territoire de 750 à 1240. Dès lors, le courant du panafricanisme s'agrège au mouvement des non-alignés, les deux mouvements se renforçant l'un l'autre.

Les conférences des non-alignés s'étaient jusque là tenues en Asie, puis en Europe. Désormais, elles s'étendent à l'Afrique. Ainsi, c'est en Egypte, au Caire, que se tient une nouvelle « conférence afro-asiatique » en décembre 1957. Elle développe le concept de l'« afro-asiatisme » et le principe du « jeu de bascule » entre les deux blocs, principe appliqué par le Président égyptien Nasser qui, face au refus des Etats-Unis de financer la construction du barrage d'Assouan, s'est tourné vers l'URSS pour obtenir un soutien financier et militaire.

La présence à cette conférence de représentants de l'URSS et de la République populaire de Chine marque un infléchissement du mouvement des non-alignés vers le bloc communiste. Depuis 1956, l'URSS, par son appui à l'Egypte de Nasser dans l'affaire de Suez, s'affirme comme « l'allié naturel du Tiers-monde », et a fait son entrée au Secrétariat permanent du « Conseil de solidarité des peuples afro-asiatiques ». Cet infléchissement du mouvement des non-alignés vers le bloc communiste est contrebalancée dans une certaine mesure par la participation à cette conférence du Japon, et ancienne puissance coloniale et Etat pro-occidental, inféodé aux Etats-Unis.

Parmi les Etats africains participant à cette conférence, se distingue le Ghana, alors indépendant depuis quelques mois. Son dirigeant, Kwame N'Krumah, s'est forgé au cours de ses études aux Etats-Unis une vive conscience de la solidarité entre les Africains, les Antillais et les Noirs américains, ce qui l'a amené à adopter la théorie du panafricanisme. Lors de cette conférence, il se rallie officiellement au non-alignement.

Rapidement, N'Krumah cherche à prendre la tête du mouvement des non-alignés pour le continent africain. En cela, il est amené à concurrencer Nasser. En avril 1958, N'Krumah organise à Accra (capitale du Ghana) une « Conférence des Etats indépendants d'Afrique ». Elle accueille plusieurs leaders africains, notamment Patrice Lumumba, le dirigeant du Mouvement national congolais (MNC), qui vient y rechercher un soutien dans sa lutte pour l'indépendance du Congo. A cette conférence, qui est la première à se dérouler en Afrique subsaharienne, la jonction est claire entre panafricanisme et mouvement des non-alignés. Le panafricanisme évolue, abandonnant son caractère strictement « noir » pour s'étendre à

l'Afrique du nord « blanche » et même à l'Asie, s'élargissant en « afro-asiatisme » et fusionnant (du moins temporairement) avec le non-alignement, qui lui aussi évolue, s'infléchissant de plus en plus nettement vers les théories socialistes. En effet, N'Krumah s'inspire politiquement du marxisme, qu'il adapte aux données sociales africaines, en préconisant le passage direct de la société traditionnelle africaine à la société socialiste, sans passer par l'étape de la « dictature du prolétariat ».

Quelques mois plus tard, en décembre 1958, N'Krumah suscite une nouvelle conférence, toujours à Accra, mais cette fois-ci non-gouvernementale : la « première conférence des peuples africains ». Les réunions se précipitent. En janvier 1960 a lieu la conférence de Tunis. Puis en janvier 1961 se forme le « groupe de Casablanca », réunissant Ghana, Guinée, Mali, Maroc, Egypte, et le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Ces Etats affirment leur adhésion au « neutralisme positif ».

Du 1<sup>er</sup> au 6 septembre 1961, sur l'invitation de Tito, se déroule à Belgrade la première conférence officielle des pays non-alignés. Elle réunit des chefs d'Etat ou de gouvernement de vingt-cinq pays, essentiellement africains et asiatiques : Afghanistan, gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), Arabie saoudite, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Chypre, Cuba, Éthiopie, Égypte, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Irak, Liban, Mali, Maroc, Népal, Somalie, Soudan, Tunisie, Yémen du Sud, Yougoslavie. La conférence de Belgrade pèse d'un poids important sur la scène internationale, car les 25 pays représentés rassemblent une population d'environ 700 millions d'habitants. La Yougoslavie y est toujours le seul Etat d'Europe représenté, Tito s'étant opposé au souhait de Nehru que la Suède et la Finlande soient invitées. Lors de ce sommet, cinq grands leaders non-alignés (les « *Big Five* ») s'affirment : Tito, Nehru, Sukarno, N'Krumah et Nasser.

Pour la première fois, un pays du continent américain participe à une telle conférence : Cuba. Ainsi, après l'Asie, l'Europe et l'Afrique, le mouvement des non-alignés connaît un nouvel élargissement géographique et s'affirme réellement transcontinental.

Dans son discours d'ouverture, Tito met en avant la recherche de la paix en refusant la « l'exclusivisme des blocs qui est un danger pour la paix mondiale ». Il précise aussi les objectifs du non-alignement, qui « n'a pas pour objet de créer un bloc », mais au contraire de rechercher une troisième voie originale, alternative à la logique des deux blocs. Les participants à la conférence déterminent comme condition d'adhésion au mouvement des non-alignés le refus d'adhérer à un pacte militaire, de conclure une alliance bilatérale avec l'une des deux superpuissances, et d'accepter l'établissement de bases étrangères militaires sur son territoire. Ils revendiquent le droit des peuples à l'auto-détermination et à la libre disposition

de leurs richesses. Ils réclament la création d'un fonds d'équipement contrôlé par l'ONU pour dispenser une aide aux pays en voie de développement, ainsi que le désarmement général et complet. A la fin de cette conférence sont publiés une « Déclaration sur les dangers de la guerre » et un « Appel pour la paix ».

Le « neutralisme positif » défini par les non-alignés ne signifie pas pour autant passivité : les non-alignés entendent s'exprimer et intervenir dans les affaires mondiales et dans le règlement des litiges internationaux, mais ils veulent le faire librement et « dans la plus complète égalité » avec les grandes puissances, au sein d'instances internationales comme l'ONU, ainsi que le souligne Tito dans son discours d'ouverture. La déclaration finale de la Conférence de Belgrade affirme que « les pays non alignés représentés à la Conférence ne prétendent pas créer un nouveau bloc », et que « la coexistence pacifique [...] est la seule solution si l'on veut sortir de la guerre froide et du risque d'une catastrophe universelle ». Dans cette déclaration, les non-alignés réunis à Belgrade affirment leur soutien à la lutte du peuple algérien pour l'indépendance, condamne les récentes violences au Congo, ainsi que la politique d'apartheid pratiquée par l'Union Sud-africaine, soutient les revendications de la population arabe de Palestine, et légitime le régime mis en place par Fidel Castro à Cuba.

Les non-alignés affirment aussi leur volonté de profiter de la rivalité entre les deux grands, pour appliquer le principe de la « bascule » cher à Nasser.

L'actualité internationale influence fortement les discussions de la conférence de Belgrade, notamment la construction du mur de Berlin (13 août 1961), et la décision prise le 31 août 1961 par l'URSS de reprendre ses essais nucléaires. Ce contexte de forte tension internationale incite plusieurs dirigeants participant à la conférence (en particulier Nehru, Nasser et Soekarno) à appeler de leurs vœux la reprise des négociations entre les deux superpuissances en vue d'un désarmement total. C'est pourquoi ils entreprennent collectivement des démarches diplomatiques, adressant une lettre commune à Nikita Khrouchtchev ainsi qu'au Président Kennedy. Ainsi, la conférence de Belgrade constitue un événement de grande ampleur pour le mouvement des non-alignés, et exerce un important retentissement.

Trois ans plus tard, en octobre 1964, à la conférence des non-alignés du Caire, le mouvement a presque doublé ses effectifs initiaux, réunissant désormais 47 nations, notamment 18 nouveaux pays d'Afrique, 6 pays d'Amérique latine, et deux nouveaux pays d'Europe : Malte et la Finlande. La localisation de cette conférence dans une grande capitale arabe, le rôle majeur qu'y joue Nasser et le fait que la Ligue arabe (organisation régionale fondée en 1945) y soit représentée marquent un rapprochement entre le mouvement des non-

alignés et le « panarabisme », cher à Nasser. D'ailleurs, l'organisation de libération de la Palestine (OLP), créée cette même année 1964, sera, elle aussi, peu après représentée dans le mouvement.

Dans son discours à la conférence du Caire, Tito présente le non-alignement comme une « plate-forme réaliste, progressiste, pour le développement de la communauté internationale ». Cette conférence marque un infléchissement sensible du mouvement vers le camp socialiste, avec notamment l'appel du dirigeant indonésien Soekarno à lutter contre les puissances impérialistes, visant par là implicitement les Etats-Unis. Le mouvement a désormais six grands leaders, les « *Big Six* », avec le leader indépendantiste algérien Ahmed Ben Bella qui est désormais à la tête de l'Algérie indépendante.

A partir des années 1960, les revendications du mouvement des non-alignés évoluent : elles se font moins politiques et plus économiques. Les non-alignés jouent un rôle important dans la création en 1964, dans le cadre du système de l'ONU, de la « Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement », la CNUCED, qui vise, en se réunissant tous les quatre ans, à trouver des solutions équitables aux problèmes économiques du Tiers Monde, et notamment à la question du cours des matières premières, et à celle de la mise en place d'industries dans les pays du Sud. Les pays en voie de développement qui y participent décident de former une structure spécifique : le « Groupe des 77 », qui définit ses objectifs en octobre 1967, au moyen de la « Charte d'Alger », qui proclame les « droits économiques des États » : donner aux pays du Sud une place satisfaisante dans le commerce mondial et rééquilibrer les termes de l'échange avec les pays du Nord. Ces 77 pays qui ont été à l'origine de la création de la CNUCED réclament en particulier qu'au moins 1% du PIB des pays développés soit consacré à l'aide au développement.

Dès lors, mouvement des non-alignés, CNUCED, et Groupe des 77 constituent des structures aux positions et aux revendications convergentes. Cependant, elles forment plutôt une tribune qu'un véritable front organisé.

Ce mouvement obtient un succès important en 1966 avec la consécration juridique par l'ONU des droits économiques, sociaux et culturels, par le biais de deux Pactes, le « Pacte sur les droits économiques sociaux et culturels » et le « Pacte sur les droits civils et politiques ». Ces textes matérialisent comme règle juridique internationale le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en tant que droit humain collectif, ainsi que le droit des peuples de choisir leur propre modèle politique, économique, social et idéologique.

Dans les années 1960, les Etats non-alignés détiennent la majorité des voix à l'Assemblée Générale de l'ONU, qui devient une tribune privilégiée pour l'expression de

leurs revendications. Les non-alignés jouent un rôle décisif dans les succès de la lutte des peuples colonisés pour leur indépendance, et parviennent à œuvrer comme facteurs d'équilibre entre les deux blocs, refusant la logique de la bipolarisation et des aires d'influence des deux superpuissances.

Du 3 au 15 janvier 1966 se déroule à Cuba la « Conférence tricontinentale de La Havane ». Elle regroupe de nombreux pays non alignés d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique latine, ce qui lui confère une grande visibilité sur la scène internationale, accrue par la personnalité charismatique de Fidel Castro.

La période entre la conférence de Belgrade (1961) et la conférence de La Havane (1966) constitue une sorte d'apogée du mouvement des non-alignés, correspondant à son élargissement à la fois géographique (parti de pays d'Asie, il s'est étendu à l'Afrique puis à l'Amérique latine, dans un mouvement « tricontinental ») et idéologique (faisant converger les revendications du tiers-mondisme, de l'anti-colonialisme, de la CNUCED, du groupe des 77). Au-delà des trois « pères fondateurs » (Nehru, Tito, Nasser), le mouvement a séduit de nombreux leaders politiques, tels Mehdi Ben Barka (Maroc), Ahmed Ben Bella puis Houari Boumédiène (Algérie), Che Guevara (Argentine et Cuba), Kwame Nkrumah (Ghana), Thomas Sankara (Burkina Faso), Sukarno (Indonésie), U Nu (Birmanie) et Hailé Sélassié (Éthiopie), J. K. Nyerere (Tanzanie).

Mais les années 1960 constituent aussi le début du déclin du mouvement. En effet son élargissement idéologique entraîne une certaine dilution de son identité. En outre l'image pacifiste de l'Inde, l'une des figures de proue du non-alignement, est mise à mal par l'entrée de ses troupes à Goa en 1961. De plus, des six grands leaders du non-alignement, les « Big Six », il n'en reste rapidement plus que deux : en mai 1964, peu avant la conférence du Caire, Nehru, l'un des leaders du non-alignement, meurt ; en 1965, l'Algérien Ben Bella est renversé par le coup d'état de Houari Boumédiène ; N'Krumah est déposé en février 1966 ; et Soekarno est remplacé en mars 1967. Seuls restent Tito et Nasser. Mais ce dernier est lui-même bientôt affaibli par la crise de la guerre des Six Jours en juin 1967.

De plus, des divisions s'affirment rapidement au sein des non-alignés entre les Etats qui pratiquent un réel neutralisme (Yougoslavie), ceux qui penchent vers l'URSS (Algérie, Inde, Égypte, Cuba, Chine, Éthiopie), et ceux qui penchent du côté américain (Arabie saoudite, Indonésie, Maroc, Pakistan). A cela s'ajoutent des rivalités de personnes. Ainsi Nasser et Nehru se sont opposés dans les dernières années avant la mort de Nehru. Tito et Castro ont également été en rivalité, chacun cherchant à obtenir la direction du mouvement, de même que Nasser et N'Krumah en ce qui concerne l'Afrique.

Ces divisions peuvent être illustrées par l'échec de Tito en mars 1965 à persuader les non-alignés de signer une déclaration commune dénonçant l'attitude des Etats-Unis dans la guerre du Vietnam ; l'Inde, Ceylan et l'Ethiopie s'y opposent. A défaut, les non-alignés signent seulement un appel multilatéral en faveur de négociations au sujet du Vietnam.

Malgré ses limites et ses divisions, le mouvement continue à s'élargir dans les années suivantes avec l'entrée de nouveaux Etats africains et de plusieurs pays latino-américains. Les revendications évoluent : passée la période des luttes pour l'indépendance politique, les non-alignés focalisent désormais leurs revendications sur un partage plus juste des richesses et l'établissement de relations commerciales internationales plus équitables.

En 1970, la conférence des non-alignés de Lusaka en Zambie rassemble 65 Etats, dont 32 d'Afrique. Les revendications se concentrent sur la dénonciation du « néo-colonialisme » des anciennes métropoles coloniales envers les pays ex-colonisés. Puis, à la conférence d'Alger, en 1973, c'est 75 Etats non-alignés qui sont représentés, dont trois Etats européens « invités » : L'Autriche, la Finlande et la Suède. Des organisations internationales comme l'ONU, la Ligue arabe, ou l'Organisation de l'unité africaine (OUA, créée en 1963), ainsi que 15 mouvements de libération y sont représentés. Cette conférence illustre l'infléchissement croissant du mouvement des non-alignés vers des problématiques économiques. Le Président de la jeune République socialiste algérienne, Houari Boumédiène, au pouvoir depuis son coup d'Etat de 1965, y joue un rôle majeur. Lui qui a nationalisé les industries hydrocarbures de son pays et qui a engagé l'Algérie sur une voie de développement socialiste revendique « la souveraineté effective et concrète des pays en voie de développement, sur leurs ressources naturelles » et « la maîtrise [par ces pays] des mécanismes qui commandent le fonctionnement de leur économie ». Il réclame également une revalorisation des prix des matières premières et dénonce la dégradation des termes de l'échange qui accroît les inégalités entre pays riches et pays pauvres producteurs de matières premières. Sous l'impulsion de Boumédiène, la conférence des non-alignés d'Alger préconise « la mise en place d'organismes communs entre pays producteurs exportateurs de produits de base », sur le modèle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui, depuis 1960, regroupe les pays exportateurs de pétrole pour leur permettre de contrôler le prix du baril, dont le marché est alors aux mains des grandes compagnies occidentales. Boumédiène promeut l'idée d'un traitement préférentiel des exportations des pays pauvres par les pays riches, et condamne implicitement la politique économique des nations industrielles comme étant responsable du sous-développement. Ces revendications prennent la forme de l'exigence d'un « Nouvel ordre économique international » (NOEI). En revanche, lors de ce sommet d'Alger, la question de

l'émancipation politique à l'égard des deux superpuissances est reléguée au second plan. C'est l'idée d'une émancipation économique, conçue comme condition indispensable à une véritable indépendance politique, qui occupe le devant de la scène.

Une des principales réalisations du mouvement des non-alignés dans les années 1970 est d'avoir réussi à imposer ces mots d'ordre au sein de la tribune internationale que constitue l'ONU. En 1974 se déroule une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, qui, sous l'impulsion des non-alignés, se termine par une déclaration sur le « Nouvel ordre économique international ». Conformément aux revendications de la Conférence d'Alger, il y est affirmé le droit pour les Etats du Tiers-Monde de nationaliser leurs ressources naturelles et les activités économiques situées sur leur sol, et de revaloriser les prix des matières premières qu'ils produisent.

Ces affirmations de principe aboutissent un an plus tard, en 1975, à la signature des « Accords de Lomé » entre la CEE et les pays de la région « Afrique Caraïbes Pacifique » (ACP) les plus pauvres. En 1976, lors de la réunion de la CNUCED, un « Fonds commun de stabilisation des cours des produits de base » est créé pour soutenir l'agriculture des pays en voie de développement. Dans les années 1970, le « Groupe des 77 », lié au mouvement des non-alignés, connaît un fort accroissement numérique, comptant progressivement jusqu'à plus de 130 membres.

Ces succès du mouvement des non-alignés sur le plan des revendications économiques ne doivent pas occulter les échecs et les limites du mouvement. Alors que l'organisation avait à l'origine pour but d'être aussi solide et unie que l'OTAN ou le pacte de Varsovie, elle a eu dans les faits peu de cohésion, et plusieurs de ses membres ont été à un moment ou à un autre étroitement liés avec l'une des deux superpuissances. En réalité, tout au long des années 1960, les non-alignés ont eu du mal à échapper à la logique bipolaire et au clivage Est-Ouest, ce qui explique en partie l'évolution du mouvement dans les années 1970, faisant passer au second plan la question de l'indépendance politique à l'égard des blocs et mettant l'accent sur les enjeux économiques.

A partir des années 1970, le mouvement des non-alignés, victime d'une fragmentation croissante, s'est vu concurrencé par d'autres logiques de regroupement, fondées sur des critères économiques (à l'image de l'OPEP, créée en 1960) ou identitaires (comme le poids croissant de la Ligue arabe ou de l'OUA). L'unanimité des déclarations lors des conférences masque de profondes disparités ainsi que des situations de concurrence et de rivalités. Le mouvement des non-alignés a rassemblé des Etats aux situations économiques contrastées, par exemple « nouveaux pays industriels » (NPI) et « pays les moins avancés »

(PMA), et aux intérêts économiques parfois opposés, comme producteurs et importateurs de pétrole.

Malgré un certain déclin, le non-alignement continue dans les années suivantes à séduire de nombreux Etats. La conférence des non-alignés tenue à La Havane en 1979 constitue encore un événement important, avec 92 Etats représentés. La « Déclaration de la Havane » qui y est adoptée définit comme buts au mouvement d'assurer « l'indépendance nationale, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité des pays non alignés dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, la ségrégation, le racisme, le sionisme [ce dernier terme étant révélateur de l'orientation « panarabe » du mouvement], et toute forme d'agression étrangère, d'occupation, de domination, d'interférence ou d'hégémonie de la part de grandes puissances ou de blocs politiques ».

Cependant, cela n'a pas réussi à empêcher un certain essoufflement du mouvement. Le non-alignement n'a pas réussi à devenir une « Troisième force » et à acquérir une dimension planétaire. Il a montré ses limites face aux difficultés liées au développement, à la permanence du clivage Est-Ouest et à la diversité croissante des pays du Sud.

Au début des années 1990, après l'effondrement du bloc soviétique et la fin de la guerre froide, la raison d'être du mouvement est remise en question, et son avenir semble menacé. Cependant, le non-alignement s'efforce de s'adapter à la nouvelle donne géopolitique, et réussit à perdurer. A la conférence des non-alignés de Larnaca (Chypre) en 1992, les dirigeants réunis réfléchissent à une réforme du mouvement, qui se recentre alors sur l'exigence d'une réforme de l'ONU (formulée lors de la conférence de Catagena en Colombie en 1995) et qui s'identifie désormais au refus de se plier à un système géopolitique et économique mondial dominé par une seule grande puissance (sous-entendu les Etats-Unis) et régi par une logique purement capitaliste. En cela, il rejoint en grande partie les positions et les revendications du mouvement altermondialiste qui émerge avec le Forum Social Mondial de Porto Alegre (Brésil) en 2001. Aujourd'hui, le mouvement des non-alignés, qui a le statut d'organisation internationale et dont le siège est à Lusaka, en Zambie, regroupe 114 États, soit près des 2/3 des membres de l'ONU et 55% de la population mondiale. Cependant, son poids géopolitique s'est beaucoup affaibli et son influence est sans comparaison avec celle qu'il a réussi à avoir dans les années 1950-1960. Le principal échec du mouvement des non-alignés est de s'être limité à des affirmations, et de n'avoir pas réussi à les transformer en réalisations concrètes. Ainsi, sur le plan politique, les différents pays « non-alignés » ont en fait été tout au long la guerre froide plutôt proches de l'un ou l'autre des deux blocs ; et sur le plan économique, le contraste est frappant entre les revendications portées par les non-alignés d'un

« Nouvel ordre économique mondial » et l'état actuel de l'organisation économique du monde, fondée sur des principes néo-libéraux. Malgré tout, la mise en place de ce mouvement et le succès qu'il a connu dans les années 1960 montrent la possibilité de faire émerger au niveau international des alternatives à des systèmes politiques ou économiques hégémoniques.